



Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Évolution des Mentalités
Avenue Nicolas Mayugi, Building Ouest de Kumugumya, Tél : (257)22278300 – (257)79975835,
BP.6439 Bujumbura E-Mail : parcem@yahoo.fr

PLAN STRATEGIQUE 2014-2018

« Contribuer au renforcement du leadership à tous les niveaux pour une société fondée sur la bonne gouvernance et les valeurs démocratiques »



OXFAM

Le présent Plan Stratégique a été réalisé avec l'appui précieux de

Bujumbura, Octobre 2013

SOMMAIRE

Remerciements	3
0. Introduction.....	4
I. Contexte	5
1. Présentation du Burundi.	5
1.1. Société civile :	5
2. Contexte politique.....	5
3. Contexte économique, social et culturel.....	6
II. Présentation de PARCEM	7
III. Analyse des problèmes, des objectifs et des acteurs.....	8
1. Approche des problèmes	8
2. Objectifs stratégiques et résultats attendus du Plan Stratégiques	9
3. Objectifs et résultats attendus du Plan Stratégiques.....	9
4. Analyse des acteurs	9
IV. Le contenu du Plan stratégique proprement dit 2014-2018.....	13
1. Objectifs pour la période de 2014 à 2018	13
2. Résultats attendus	13
3. Les axes d'intervention du Plan stratégique.....	13
4. Stratégies d'intervention.....	13
5. Activités identifiées par objectifs spécifiques et axes de mise en œuvre	14
6. Risques et craintes	16
7. Matrice du Cadre logique	18
8. Chronogramme de mise en œuvre du Plan stratégique.....	24
9. Plan de mitigation des faiblesses et menaces de PARCEM par rapport au Plan Stratégique	28

Remerciements

PARCEM (Parole et action pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités) présente à ses partenaires le Présent Stratégique qui est le fruit de leur grand soutien aussi bien matériel, financier qu'humain. Nous leur exprimons notre profonde gratitude pour ce soutien et leur disponibilité, on ne peut plus permanente.

Notre sentiment de reconnaissance va en premier lieu à OXFAM NOVIB qui a soutenu l'idée de Plan Stratégique dès sa gestation jusqu'à l'état final que voici. OXFAM NOVIB a soutenu financièrement et intellectuellement la préparation, l'élaboration et la finalisation de ce Plan. Nous lui exprimons nos remerciements tout en le priant de continuer à nous soutenir, spécialement en cette phase cruciale de sa mise en œuvre qui s'annonce.

A tous les partenaires qui appuient PARCEM, notamment 11.11.11, NED, Fonds Mondiaux pour les Droits Humains, Coopération Française, Front Line, etc, nous leur exprimons nos sentiments de remerciement. Ils ont aidé notre organisation jusqu'à l'étape actuelle où le besoin d'un Plan Stratégique est devenu un besoin réel et pressant.

Notre expression de reconnaissance va également à l'endroit de tous ceux qui ont participé à l'élaboration et à la validation de ce Plan Stratégique. Nous pensons notamment aux institutions publiques impliquées dans la lutte contre la corruption, les malversations économiques et les infractions connexes, notamment le Ministère à la Présidence chargée de la Bonne Gouvernance et de la privatisation, le Ministère des finances, de la planification et de la reconstruction, la Cour des comptes, Brigade Anti-corruption, Parquet près la Cour anti-corruption, etc. Nous leur disons que PARCEM est à leur côté pour « Contribuer au renforcement du leadership à tous les niveaux pour une société fondée sur la bonne gouvernance et les valeurs démocratiques ». Le Présent Plan Stratégique est un engagement pour réaliser cet objectif noble.

Aux experts qui ont contribué à élaborer et enrichir ce Plan Stratégique, nous leur exprimons notre profonde reconnaissance.

Nous remercions également nos partenaires de la Société Civile qui ont contribué dans l'élaboration de ce Plan. Leur apport a été déterminant pour arriver à ce stade. Nous leur garantissons notre traditionnel accompagnement dans leur mission qui est par ailleurs la nôtre, celle d'œuvrer au changement des mentalités pour « façonner le citoyen burundais par un message fort et des actions concrètes en le transformant en véritable acteur du développement » en vue d'une société redressée, consciente et épanouie, dépourvue de tout comportement, mentalité, tares sociales qui ankylosent toute société dans sa marche vers le développement.

Nous demandons à tout le monde de continuer à nous aider, spécialement en nous appuyant dans la mise en œuvre de Plan Stratégique.

Faustin Ndikumana

Représentant Légal de PARCEM.

0. Introduction

L'ASBL PARCEM (Parole et action pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités) est une organisation engagée dans la promotion de la bonne gouvernance depuis 2009.

Elle connaît une évolution qui lui impose de développer une vision stratégique conséquente pour réaliser ses objectifs et sa mission. Elle ne peut donc continuer à évoluer comme avant et cela impose une planification stratégique à moyen terme. Le présent Plan Stratégique s'inspire de cette nouvelle donne et tient compte de la réalité actuelle tant sur le plan politique, économique, social, culturel, technologique et environnementale.

C'est sur cette réalité actuelle que PARCEM entend jouer pour éveiller les consciences en vue de changer les mentalités par notre engagement à « Contribuer au renforcement du leadership à tous les niveaux pour une société fondée sur la bonne gouvernance et les valeurs démocratiques ». Cela est l'objectif central de notre Plan Stratégique qui s'étend sur 5 ans (2014-2018).

Le présent Plan Stratégique est le résultat d'une profonde réflexion et il est inspiré par l'évolution de la société burundaise vue par PARCEM. Ce plan a été pensé à la fois pour se doter des outils de travail à même d'aider à piloter l'action de notre organisation, mais aussi pour améliorer sa gestion par le partage de la vision, la mission et les objectifs avec tous nos partenaires tant du public que du privé, du monde associatif local que de l'étranger, des institutions nationales qu'internationales.

L'aboutissement de ce Plan a donc été le résultat des efforts combinés de tout cet univers susmentionné. En effet, PARCEM, avec l'appui d'OXFAM NOVIB a organisé un atelier de planification de 3 jours à Banga, du 25 au 27 septembre 2013. Cet atelier a connu la participation des partenaires de PARCEM dont les représentants des ministères et institutions publiques impliqués dans la lutte contre la corruption, les malversations économiques et les infractions connexes, les représentants de la société civile partenaires de PARCEM ainsi que les ONG internationales partenaires techniques et financiers. L'atelier était guidé et facilité par un consultant recruté à cette fin.

PARCEM entend présenter ce plan stratégique à ses partenaires techniques et financiers afin de servir d'outil de guide dans leurs appuis multiples et multiformes à notre organisation en vue de contribuer au renforcement du leadership à tous les niveaux pour une société fondée sur la bonne gouvernance et les valeurs démocratiques. C'est un outil de référence pour toutes les interventions de PARCEM dans le quinquennat qui s'annonce. Il interpelle tous ceux qui retrouvent dans PARCEM leur combat, à intervenir pour contribuer ensemble à la réalisation de notre vision, notre mission et nos objectifs pour faire avancer le Burundi sur la voie du développement.

I. Contexte

1. Présentation du Burundi.

Le Burundi est situé à cheval entre l'Afrique centrale et orientale. Il a une superficie de 27 834 km² avec 2.000 km² de lacs et 23.500 km² de terres potentiellement agricoles. Il est totalement enclavé entre 3 pays, à savoir le Rwanda au Nord, la République Démocratique du Congo à l'Ouest et la Tanzanie au Sud et à l'Est.

La grande superficie du territoire est montagneuse avec beaucoup de cours d'eau. Les ressources en eau sont abondantes grâce à une bonne pluviosité et à la rétention d'eau par les marais et les lacs, en particulier le Lac Tanganyika. Les précipitations sont abondantes et atteignent par an 31 900 millions de m³ dont 21 850 s'en vont par évaporation. Les débits importés par les cours d'eau ajoutent 8 170 millions de m³/an, soit 259 m³/sec. Le lac Tanganyika est l'une des plus grandes réserves d'eau douce du monde et contient environ 20 000 km³ d'eau.

1.1.Société civile :

La société civile burundaise est très dynamique et elle a vu le jour avec le renouveau pluraliste des années 1990. Elle a connu son apogée après la crise de 1993. On dénombre actuellement plus de 5000 associations ASBL et des partis politiques. Elle compte aussi en son sein, plusieurs organisations des médias qui sont très dynamiques et qui animent le mouvement associatif par une interaction et symbiose fort remarquables.

Les médias jouent un rôle très important dans l'animation et la consolidation de la démocratie. Ils participent à l'équilibre politique en dépit du monolithisme ambiant qui tente le parti au pouvoir, le CNDD-FDD. La synergie médias-société civile constitue l'alternative au monolithisme politique incarné par le CNDD-FDD et les citoyens parviennent à travers les médias et les organisations de la société, à faire entendre leur voix. PARCEM est une de ces nombreuses organisations qui sont porte-parole des sans-voix, surtout en ce qui concerne la lutte contre la corruption, les malversations économiques et autres infractions connexes.

2. Contexte politique

Le Burundi est en période post-conflit et connaît la stabilité politique depuis les élections générales de 2005, suivies de celles de 2010. Il est en phase de reconstruction après quelques décennies de crises cycliques et violences successives qui se sont soldées par la signature des accords de paix et de cessez-le-feu tout au long des années 2000.

Mais des relents de violence subsistent en dépit de la stabilité politique observée depuis la fin du conflit et les élections qui l'ont suivi. Il s'agit notamment de la violence liée à l'appartenance politique à la suite des rivalités entre les partis politiques suite aux élections de 2010 qui ont été entachées de contestations par une partie de la classe politique d'opposition qui s'est retirée de la course électorale. Un climat de tensions est né dans le pays et la réaction du régime a été de museler l'opposition, les médias et la société civile. Certains leaders politiques seront réduits à l'exil. On a même assisté à des tentatives insurrectionnelles sous formes rebelles que le régime en place a énergiquement cassées.

La situation a évolué de manière à ce que le discrédit s'est abattu sur le régime et on a assisté à des accusations graves de violation massive des droits de l'homme par les organisations des droits de l'homme. Les partenaires ont diminué d'ardeur dans l'appui au pays.

3. Contexte économique, social et culturel

Sur le plan économique, le Burundi fait partie des pays pauvres avec une économie essentiellement basée sur l'agriculture de subsistance. L'économie du Burundi est principalement rurale et repose sur l'agriculture et l'élevage. Les produits agricoles d'exportation sont constitués en grande partie du café, du thé, du sucre et du coton. La filière du café est en perte de vitesse mais représente toujours la première ressource du pays avec 80 % des exportations.

Le Burundi s'est doté depuis 2004 des outils de planification pour réduire la pauvreté. Malgré l'existence d'une vision traduite dans les documents, le pays fait face à un déficit de leadership à même de concrétiser cette vision. Le pays est en mauvaise place par rapport à l'ensemble des autres pays membres de l'EAC en matière de croissance et de lutte contre la pauvreté.

L'impact des politiques économiques et financières n'a pas été à la hauteur des attentes bien que le pays dispose d'énormes réserves en ressources minières. L'exploitation de ces dernières reste artisanale dans une large mesure.

Néanmoins, le pays dispose de quelques opportunités qu'il faut explorer et exploiter. Il s'agit notamment : existence de documents dont celui de la vision 2020, du CSLP, du PNIA, de Nouvelle stratégie des finances publiques ainsi que de la Déclaration de Paris sur l'aide publique, existence de l'AP, ressources minières susceptibles de relever son économie si elles sont exploitées et gérées dans la transparence, l'intégration dans l'EAC pourrait réduire le chômage et favoriser les investissements, le pays dispose d'un grand capital humain, l'eau et la pluie en quantité suffisante pour favoriser les activités agricoles, etc.

En plus de ces documents, le pays s'est doté d'une Stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. Elle est de nature à faire avancer le pays. Mais celui-ci se heurte toujours sur la faiblesse du leadership à tous les niveaux pour piloter cette politique de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et les malversations économiques. Ainsi, le Burundi se trouve parmi les pays les plus corrompus du monde, selon le classement annuellement fait par les institutions spécialisées comme Transparency International.

Sur le plan socio-culturel, le pays fait face à des défis dont la tolérance de certains cas de corruption par la société burundaise, le peuple burundais n'a pas la culture de contestation/dénonciation, la solidarité ethnique, politique et régionale dans des actes de corruption, la croissance démographique non maîtrisée, beaucoup de conflits fonciers dans une société à dominance agricole, la conception de la notion du temps en déphasage avec le monde moderne, etc.

Il dispose également des opportunités comme les NTC qui relaient efficacement les OSC dans la transmission des messages auprès de l'opinion publique, la survivance des bonnes valeurs d'antan ainsi que la volonté politique.

II. Présentation de PARCEM

Historique : PARCEM est une jeune association de la société civile burundaise. Elle a été créée en 2008 et agréée le 20 janvier 2009 par l'ordonnance ministérielle n0530/119 du 20 janvier 2009. Son action est centrée sur le plaidoyer pour influencer les politiques publiques et le changement des attitudes des citoyens.

Depuis 2009, PARCEM dispose d'un bureau, d'un personnel et intervient dans 5 programmes :

- Bonne gouvernance et lutte contre la corruption;
- Droits de l'homme;
- Choix économiques et stratégiques;
- Education aux bonnes valeurs;
- Santé préventive.

Vision de PARCEM : Une société redressée, consciente et épanouie dépourvue de tout comportement, mentalité, tares sociales qui ankylosent toute société dans sa marche vers le développement.

Mission de PARCEM : Façonner le citoyen burundais par un message fort et actions concrètes en le transformant en véritable acteur du développement.

Objectifs de PARCEM:

- Conscientiser le citoyen burundais à changer de mentalité et l'inciter à adopter des valeurs positives.
- Renforcer les capacités et les compétences des acteurs du développement.
- Promouvoir la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.
- Appuyer et encadrer les acteurs du développement.
- Mener un plaidoyer fort pour l'initiation et la mise en œuvre des meilleures réformes et choix stratégiques.

Partenaires de PARCEM: PARCEM est en train d'élargir son réseau de partenaires. Ses partenaires techniques et financiers sont notamment : 11.11.11, NED, FMDH, Coopération française, OXFAM NOVIB, Front Line.

Forces, faiblesses, opportunités et menaces pour PARCEM.

PARCEM est une jeune organisation qui a déjà fait preuves de beaucoup de capacités. Elle évolue dans un environnement caractérisé par plusieurs tendances. Elle a des forces et des faiblesses et le contexte lui offre des opportunités en même temps qu'il présente des menaces sur elle.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ●Détermination et engagement des membres de PARCEM ●Un leadership responsable et aux capacités techniques et intellectuelles ●Existence d'un cadre légal ●Leadership responsable ; ●PARCEM a une bonne audience au niveau des institutions publiques et de la population ; ●Membres et personnels et expérimentés ; ●Maitrise du domaine ; ●Notoriété ; ●Soutien des bailleurs ; ●Capacité technique et intellectuelle ●PARCEM a une vision et mission mobilisatrice ; ●Crédibilité & collaboration avec les partenaires gouvernementaux, techniques et financiers ; 	<ul style="list-style-type: none"> ●PARCEM obligée d'intervenir en tout ●Insuffisance des ressources humaines ●Insuffisance de ressources financières ●Couverture géographique du pays encore faible ●Les projets alignés sur les priorités des bailleurs ●La dépendance de PARCEM vis-à-vis des bailleurs de fonds ; ●Non sécurisation des bureaux et des données de l'organisation ; ●Les moyens matériels qui ne sont pas à la hauteur du volume de plus en plus croissant de l'organisation ; ●Insuffisance du matériel technique par rapport au volume du travail 	<ul style="list-style-type: none"> ●Existence des partenaires intéressés par le rôle de PARCEM ●Existence d'un cadre légal ●Bailleurs de fond favorable ●Medias favorables à l'action de PARCEM ●Les Burundais ont besoin d'un changement ●La volonté du gouvernement de changer les choses (du moins dans les discours) ●Existence d'autres intervenants comme PARCEM ●Bonne collaboration avec les institutions publiques ; ●La population est consciente de l'action de PARCEM ; 	<ul style="list-style-type: none"> ●Volonté de faire taire la société civile ●Tendance à considérer la société civile dont PARCEM comme opposant du pouvoir en place ●Réticence de certaines autorités par rapport aux actions de PARCEM ●Environnement politique tendu ●Crise financière ●Récupération politique ●Les élections de 2015 risquent de détourner l'attention de PARCEM ●Risque de manque de collaboration avec le pouvoir public ●Lois restreignant les libertés des organisations de la société civile Tentative de destabiliser les organisations de la société civile au niveau interne

III. Analyse des problèmes, des objectifs et des acteurs

1. Approche des problèmes

Une série de défis ou de problèmes hantent le Burundi. PARCEM et ses partenaires en dégagent principalement les suivants :

- Méconnaissance des citoyens de leurs droits et devoirs
- Impunité de la corruption et de la malversation
- Faible leadership et non visionnaire
- Manque de leadership et de vision au sein des partis politiques
- La corruption dans toutes ses formes
- Absence de la transparence budgétaire
- Pauvreté
- Mauvaise gouvernance économique et administrative

- Faiblesse de l'Etat de droit et de la citoyenneté responsable

Tous ces défis se retrouvent dans les 4 principaux problèmes suivants :

- La corruption
- Faible leadership
- Faible citoyenneté
- Faible Etat de droit

Tous ces défis constituent le problème central que PARCEM et ses partenaires constatent comme le problème central actuel du Burundi.

Problème central : « *Le Burundi souffre de la faiblesse du leadership*
Problèmes principaux ».

2. Objectifs stratégiques et résultats attendus du Plan Stratégiques

Objectif général: Contribuer au renforcement du leadership à tous les niveaux pour une société fondée sur la bonne gouvernance et les valeurs démocratiques

OS1 : Contribuer à l'éradication de la corruption et des malversations économiques	
R1 : Les cas de corruption et de malversations économiques sont dénoncés et la population participe activement à la dénonciation	R2 : L'impunité des actes de corruption et infractions connexes diminuent sensiblement
OS2 : Contribuer à la promotion de la citoyenneté active et responsable en matière de suivi budgétaire (Notre argent, nos droits)	
R3 : La transparence et la redevabilité dans le processus budgétaire est renforcée au niveau central et local, l'implication et le contrôle citoyen deviennent une réalité	
OS3 : Contribuer à renforcer la culture de leadership au niveau local et central	
R4 : La culture de leadership est renforcée à tous les niveaux et le pays connaît une émergence de nouveaux leaders responsables dans tous les secteurs	
OS24: OS4 : Contribuer à la promotion de l'Etat de droit et des valeurs démocratiques	
L'Etat de droit est renforcé à travers le respect effectif des droits de l'homme et libertés publiques, de la séparation des pouvoirs et la réduction des détentions arbitraires et illégales	

De par le problème central formulé et le contexte dans lequel le présent Plan stratégique est élaboré et va être mis en œuvre, il y a plusieurs catégories de personnes et d'institutions qui sont de près ou de loin intéressées par ce plan. Il est donc nécessaire de les connaître et d'appréhender leurs motivations, leurs intérêts et leurs attentes à travers ce plan en vue d'élaborer une stratégie d'approche pour faire face aux risques qu'elles engendrent sur ce plan stratégique dans sa mise en œuvre. PARCEM doit les tenir en compte dans l'exécution de ce plan.

Population

Les attentes de celle-ci à travers la mise en œuvre de ce plan stratégique sont notamment :

- Eclairage sur les activités de PARCEM pour l'instauration d'un Etat de droit avec un leadership fort
- Amélioration du niveau de vie
- Cadre d'expression et plaidoyer pour instauration de l'espace de dialogue
- Amélioration de la qualité des prestations publiques
- Information sur la gestion des fonds publics et les droits économiques
- La réduction de la corruption
- A être informée sur le suivi budgétaire
- Etre éveillée pour participer à la vie du pays, notamment dans le choix des priorités pour son développement
- La promotion du respect des droits humains
- Contribuer au changement des mentalités
- Avoir de bons leaders
- Faire un vote responsable

Institutions publiques

Les attentes possibles des institutions publiques vis-à-vis de la mise en œuvre de ce plan par PARCEM :

- Collaboration, synergie et partenariat sur terrain pour plus d'efficacité
- Encadrement et formation citoyenne de la population
- Appui dans le suivi des actions et programmes gouvernementales
- Eveil de la population
- Renforcement des capacités des acteurs publics
- Formation citoyenne et renforcement des capacités des acteurs politiques
- La réduction de la corruption
- Changement des mentalités dans le pays
- Amener les citoyens à payer facilement l'impôt permettant l'augmentation des recettes fiscales
- Amélioration de la gestion des finances publiques
- Amélioration de la justice
- Participation citoyenne dans les programmes de développement
- Augmentation de la confiance de la population dans les institutions

Organisations de la société civile

Leurs attentes de PARCEM sont :

- Le Plan stratégique de PARCEM comme outil de travail et créera des partenariats dont la synergie dans le plaidoyer
- Réseautage
- Renforcement du contrôle citoyen
- Sensibilisation et éveil des citoyens
- Respectabilité de la société civile
- Justice améliorée

- Changement des mentalités
- Fierté de la société civile pour avoir contribué à la transformation et l'éducation de la société
- Une référence pour mieux organiser les actions
- Contribution à l'établissement d'un climat favorable à la collaboration

Elus locaux

- Changement des mentalités
- Amélioration des conditions de vie de la population
- Renforcement des capacités
- Relayer le message de PARCEM
- Comprendre la démarche méthodologique de PARCEM dans ses actions d'instauration d'un Etat de droit
- Contribution à l'amélioration de s'acquitter de leurs obligations
- Acquisition des connaissances en rapport avec la gestion des biens publics
- Meilleur suivi budgétaire
- Amélioration de la paix dans la communauté
- Accompagnement de PARCEM dans leurs activités de représentation

Institutions de lutte contre la corruption

Elles attendent de PARCEM à partir de son Plan stratégique :

- Collaboration stratégique, synergie dans l'action, échange d'information, partenariat et réseautage
- Appui de PARCEM dans leurs activités de lutte contre la corruption
- Réduction de la corruption
- Protection de la population

Bailleurs de fonds

Les attentes de ceux-ci sont :

- Amélioration de la capacité d'organisation de PARCEM
- La crédibilité de PARCEM auprès de ses partenaires
- Contribution à ce que les aides/appuis accordés par les partenaires arrivent aux destinataires et soient utilisées à bon escient
- Partenariat éclairé
- Contribution à la prise de conscience que les citoyens ont un droit de regard sur les fonds publics et les financements des bailleurs
- Appui de PARCEM aux réformes publiques
- Atteinte des objectifs de PARCEM

Médias

Les médias attendent de PARCEM à travers son plan stratégique :

- Source d'information
- Partenariat
- Informations et Connaissances suffisantes pour bien informer et sensibiliser la population sur leurs droits
- Contribution à la formation de la population pour qu'elle donne l'information

Confessions religieuses

Elles attendent :

- Partenariat et synergie dans l'action
- Changement de mentalités
- Mobilisation
- Relai de leurs messages sur les mentalités
- De rendre consciente la population des effets de la corruption afin qu'elle demande pardon
- Contribution à asseoir la paix sociale
- Renforcement du leadership au niveau local

Leaders communautaires

- Renforcement des capacités et information
- Contribution à l'amélioration du contexte pour leur action
- Contribution au renforcement de la paix sociale
- Contribution à l'amélioration de la participation de la population
- Renforcement du leadership au niveau local

Partis politiques

- Contribution à l'assainissement du climat politique afin que les acteurs politiques ne considèrent leurs collègues comme des ennemis mais comme des adversaires
- Contribution au renforcement de la paix sociale
- Contribution à la culture de la meilleure gestion de l'Etat
- Contribution à l'apaisement des élections
- Collaboration, partenariat et échange d'informations
- Sensibilisation de la population sur la lutte contre la corruption
- Renforcement des capacités de leurs membres
- 2mergence d'un leadership fort à tous les niveaux

Le secteur privé

- Réduction de la corruption
- Environnement des affaires amélioré
- Civisme fiscal augmente

IV. Le contenu du Plan stratégique proprement dit 2014-2018

Les analyses faites ci-haut ont dégagé les problèmes et les objectifs sur lesquels investir durant les 5 ans. De par la mission, la vision et les objectifs de PARCEM, le présent Plan Stratégique fixe ses interventions sur les problèmes identifiés et en les orientant sur quelques axes identifiés et en tenant compte de tous les acteurs constatés.

1. Objectifs pour la période de 2014 à 2018

Ce plan stratégique a comme **objectif général** : **Contribuer au renforcement du leadership à tous les niveaux pour une société fondée sur la bonne gouvernance et les valeurs démocratiques**

Le Plan stratégique vise 4 objectifs spécifiques :

- OS1:** Contribuer à l'éradication de la corruption et des malversations économiques
- OS2 :** Contribuer à la promotion de la citoyenneté active et responsable en matière de suivi budgétaire
- OS3 :** Contribuer à renforcer la culture de leadership au niveau local et central
- OS4 :** Contribuer à la promotion de l'Etat de droit et des valeurs démocratiques

2. Résultats attendus

A travers ces axes, le Plan veut atteindre les résultats suivants :

- R1 :** Les cas de corruption et de malversations économiques sont dénoncés et la population participe activement à la dénonciation
- R2 :** L'impunité des actes de corruption et infractions connexes diminuent sensiblement
- R3 :** La transparence et la redevabilité dans le processus budgétaire est renforcée au niveau central et local, l'implication et le contrôle citoyen devient une réalité
- R4 :** La culture de leadership est renforcée à tous les niveaux et le pays connaît une émergence de nouveaux leaders responsables dans tous les secteurs
- R5 :** L'Etat de droit est renforcé à travers le respect effectif des droits de l'homme et libertés publiques, de la séparation des pouvoirs et la réduction des détentions arbitraires et illégales

3. Les axes d'intervention du Plan stratégique

Pour faire face aux problèmes susmentionnés et réaliser les objectifs retenus, il a été choisi 5 axes d'intervention, à savoir :

- Axe 1. Investigations et dénonciations
- Axe 2. Plaidoyer
- Axe 3 : Mobilisation citoyenne
- Axe 4 : Renforcement des capacités
- Axe 5 : Promotion du dialogue et des partenariats

4. Stratégies d'intervention

- Etude, recherche, publication et diffusion;
- Formation;

- Réseautage et synergie;
- Sensibilisation et influence ;
- Formation des partenariats stratégiques;
- Communication;
- Plaidoyer médiatique;
- Contacts et lobbying;
- Echange d'expérience;
- Collaboration avec les institutions publiques; etc.

5. Activités identifiées par objectifs spécifiques et axes de mise en œuvre

Objectifs stratégiques	Résultats	Axes	Activités
OS1 : Contribuer à l'éradication de la corruption et les malversations économiques	R1 : Les cas de corruption et de malversations économiques sont dénoncés et la population participe activement à la dénonciation	Investigation	A1. Mise sur pieds d'un système de collecte recherche d'information
			A2. Investigation et enquête professionnelles et publication de rapports
			A3. Mener des études et recherche régulières sur le phénomène de corruption au Burundi
			A4. Produire un bimestriel portant sur les actes de corruption et de malversations économiques et animer un site web
	R2 : L'impunité des actes de corruption et infractions connexes diminuent sensiblement	Plaidoyer	A1. Plaidoyer pour la révision du cadre légale pour la répression des actes de corruption et de malversations économiques
			A2. Evaluer régulièrement le rendement des institutions de lutte contre la corruption et les malversations économiques
			A3. Plaider pour la mise en place d'un fichier informatique sur les antécédents judiciaires en matière de corruption et d'infractions connexes
			A4. Plaider pour rendre opérationnelle la cellule national de renseignement financier
			A5 ; Suivi régulier des dossiers de corruption se trouvant à la justice
			A6 : Plaider pour légiférer sur la saisie conservatoire en matière pénale
			A7. Suivi de la mise en application de la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption
			A8. Plaider pour l'amélioration de l'environnement des affaires, la promotion du secteur privé et une intégration régionale profitable.
	Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation de la population sur les causes et les effets néfastes de la corruption et les infractions connexes	
A2. Mise en place des mécanismes de facilitation de dénonciation citoyenne			
Renforcement	A1. Formation des acteurs dans la lutte contre la		

		des capacités	corruption et les malversations économiques
		Dialogue et partenariats	A2. Organiser des rencontres d'échange d'expériences régionales sur les mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations économiques
			A1. Participation active dans la mise sur pieds et le fonctionnement du Forum national anti-corruption
OS2. Contribuer à la promotion de la citoyenneté active et responsable en matière de suivi budgétaire	La transparence et la redevabilité dans le processus budgétaire est renforcée au niveau central et local, l'implication et le contrôle citoyen devient une réalité	Investigation	A1. Recherche des informations sur les données budgétaires (comptes extrabudgétaires, exonérations, fraudes fiscales, financement du déficit, endettement public, aide publique au développement...)
			A2. Investigation et vérification si les décaissements des financements des projets aboutissent à destination
			A3. Enquêter sur le contenu de certaines rubriques budgétaires
			A4. Faire des monitorings des marchés publics au niveau central et dans les communes pilotes.
			A5. Analyse de la performance budgétaire à travers les secteurs porteurs de croissance et de lutte contre la corruption.
			A6. Analyser et commenter tous les rapports d'exécution budgétaire et les tableaux des opérations financières de l'Etat.
		Plaidoyer	A1. Plaider pour l'amélioration de la transparence budgétaire et l'implication citoyenne dans le processus budgétaire
			A2. Plaider pour un système harmonisé de contrôle des finances publiques
			A3. Plaider pour le transfert des compétences financières du niveau central vers les communes
			A3. Suivi de la mise en application de la nouvelle stratégie de gestion des finances publiques
			A4. Plaider pour le renforcement de la justice fiscale
			A5. Plaider pour l'institutionnalisation de la journée du contribuable
		Mobilisation citoyenne	A6. Plaider pour l'introduction des pratiques de comptabilité publique IPSAP (International Public Sector of Account Standards) dans la gestion des finances publiques
			A1. Sensibilisation citoyenne sur l'approche « Notre argent, nos droits »
			A2. Mise en place d'une plate-forme de la société civile sur le processus budgétaire au niveau central et local
			A3. Mise en place des comités consultatifs citoyens de suivi budgétaire au niveau local
			Extraire et vulgariser l'information budgétaire aux communautés bénéficiaires.
			A4. Mener des audits sociaux
		Renforcement	A5. Organiser des campagnes de revendication citoyenne
			A1. Renforcement des capacités des acteurs locaux sur les

		des capacités	mécanismes de suivi budgétaire A2. Evaluer et renforcer les capacités de gestion administrative et financière des communes cibles A3. Organiser des rencontres d'échange d'expériences régionales sur les mécanismes de suivi budgétaire (fraude fiscale, budget participatif, ...)
		Dialogue et partenariats	A1. Mise en place des mécanismes de rapprochement entre acteurs : contribuables, gestionnaires des finances publiques et les percepteurs
OS3 : OS3 : Contribuer à renforcer la culture de leadership au niveau local et central	La culture de leadership est renforcée à tous les niveaux et le pays connaît une émergence de nouveaux leaders responsables dans tous les secteurs	Plaidoyer	A1. Plaider pour les meilleures lois et bonnes pratiques dans la compétition politique qui font émerger de bons leaders
		Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation citoyenne sur la notion de leadership au niveau central et local
			A2. Sensibiliser les acteurs politiques à manifester le leadership pendant la campagne électorale
			A3. Exiger la redevabilité aux leaders politiques en cours de mandat
Renforcement des capacités	A4. Sensibilisation sur la promotion du leadership féminin au niveau central et local		
OS4 : Contribuer à la promotion de l'Etat de droit et des valeurs démocratiques	L'Etat de droit est renforcé à travers le respect effectif des droits de l'homme et libertés publiques, de la séparation des pouvoirs et la réduction des détentions arbitraires et illégales	Investigation	A1. Collecte des données sur les cas de violation des droits humains
		Plaidoyer	A1. Plaider pour la séparation des pouvoirs
			A2. Plaider pour la promotion des valeurs démocratiques (séparation effective des pouvoirs, le respect de la loi, la tolérance politique, ...)
			A3. Plaider pour la mise en place d'une loi sur la protection des défenseurs des droits humains
			A4. Plaider pour la mise en place d'une loi sur l'accès à l'information publique
		Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation sur la culture des droits de l'homme et libertés publiques
			A2. Vulgarisation du nouveau code de procédure pénale
Renforcement des capacités	A1. Renforcement des capacités des leaders communautaires et des acteurs politiques en matière des droits économiques		
Dialogue et partenariats	A1. Organiser des espaces de dialogue entre acteurs politiques et de la société civile		

6. Risques et craintes

Le principal risque est de nature politique, à savoir le début de mise en œuvre du plan stratégique qui coïncide avec la période d'effervescence électorale. En effet, 2014 est l'année qui précède celle des élections générales de 2015 avec leur cohorte de tensions politiques allant parfois dans la violence. Ces tensions peuvent prolonger après les élections et la mise en œuvre du Plan peut en souffrir sur une période d'au moins deux ans.

La stratégie de faire face à ce contexte est l'engagement même de PARCEM de réduire les dérapages plausibles par la mise en œuvre du Plan lui-même car il est à la fois une stratégie de réduction de ces dérapages en même temps qu'il constitue une raison d'être.

Les partenaires techniques et financiers de PARCEM qui peuvent craindre d'intervenir dans le même contexte de l'effervescence électorale. Mais PARCEM peut contourner ce risque en leur montrant que c'est précisément pendant cette période qu'il faut l'aider pour atténuer les effets négatifs des tensions dans le pays.

7. Matrice du Cadre logique

Logique d'intervention		IOV	Hypothèse/ facteurs d'influence
Objectifs stratégiques	Résultats		
OS1 : Contribuer à l'éradication de la corruption et les malversations économiques	<p>R1 : Les cas de corruption et de malversations économiques sont dénoncés et la population participe activement à la dénonciation</p> <p>R2 : L'impunité des actes de corruption et infractions connexes diminuent sensiblement</p>	<p>Le nombre de dénonciations, de gens qui dénoncent et de réponses réservées aux dénonciations</p> <p>Réponses réservées aux cas dénoncés</p>	<p>Le niveau de volonté politique et de dynamisme de la population et des organisations de la société civile</p>
OS2 : Contribuer à la promotion de la citoyenneté active et responsable en matière de suivi budgétaire	<p>La transparence et la redevabilité dans le processus budgétaire est renforcée au niveau central et local, l'implication et le contrôle citoyen devient une réalité</p>	<p>Les séances et les opportunités de rendre compte et le nombre de gens participant à ces séances et aux contrôles</p>	<p>Le niveau de volonté politique et de dynamisme de la population et des organisations de la société civile</p>

OS3 : Contribuer à renforcer la culture de leadership au niveau local et central	La culture de leadership est renforcée à tous les niveaux et le pays connaît une émergence de nouveaux leaders responsables dans tous les secteurs	Les nouveaux dirigeants, les décisions qu'ils prennent et leur langage	Le niveau de volonté politique et de dynamisme de la population et des organisations de la société civile
OS4 : Contribuer à la promotion de l'Etat de droit et des valeurs démocratiques	L'Etat de droit est renforcé à travers le respect effectif des droits de l'homme et libertés publiques, de la séparation des pouvoirs et la réduction des détentions arbitraires et illégales	Les lois, le nombre de cas de violation des droits humains et des libertés publiques Le degré d'indépendance de la magistrature et degré de contrôle du parlement	Le niveau de volonté politique et de dynamisme de la population et des organisations de la société civile

Objectif général: Contribuer au renforcement du leadership à tous les niveaux pour une société fondée sur la bonne gouvernance et les valeurs démocratique

Objectifs stratégiques	Résultats	Axes	Activités	Coûts
OS1 : Contribuer à l'éradication de la corruption et les malversations économiques	R1 : Les cas de corruption et de malversations économiques sont dénoncés et la population participe activement à la dénonciation	Investigation	A1. Mise sur pieds d'un système de collecte recherche d'information	388350906
			A2. Investigation et enquête professionnelles et publication de rapports	96902262
			A3. Mener des études et recherche régulières sur le phénomène de corruption au Burundi A4. Produire un bimestriel portant sur les actes de corruption et de malversations économiques et animer un site web	90000000
	R2 : L'impunité des	Plaidoyer	A1. Plaidoyer pour la révision du cadre légale pour la répression des actes de corruption et de	30000000

actes de corruption et infractions connexes diminuent sensiblement		malversations économiques	
		A2. Evaluer régulièrement le rendement des institutions de lutte contre la corruption et les malversations économiques	54945900
		A3. Plaider pour la mise en place d'un fichier informatique sur les antécédents judiciaires en matière de corruption et d'infractions connexes	20000000
		A4. Plaider pour rendre opérationnelle la cellule nationale de renseignement financier	20000000
		A5 ; Suivi régulier des dossiers de corruption se trouvant à la justice	30000000
		A6 : Plaider pour légiférer sur la saisie conservatoire en matière pénale	20000000
		A7. Suivi de la mise en application de la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption	60000000
		A8. Plaider pour l'amélioration de l'environnement des affaires, la promotion du secteur privé et une intégration régionale profitable.	60000000
	Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation de la population sur les causes et les effets néfastes de la corruption et les infractions connexes	30000000
		A2. Mise en place des mécanismes de facilitation de dénonciation citoyenne	60000000
	Renforcement des capacités	A1. Formation des acteurs dans la lutte contre la corruption et les malversations économiques	150000000
	Dialogue et partenariats	A2. Organiser des rencontres d'échange d'expériences régionales sur les mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations économiques	61051000
		A1. Participation active dans la mise sur pieds et le fonctionnement du Forum national anti-corruption	25000000
	S-Total/OS1		1196250068

OS2. Contribuer à la promotion de la citoyenneté active et responsable en matière de suivi budgétaire	La transparence et la redevabilité dans le processus budgétaire est renforcée au niveau central et local, l'implication et le contrôle citoyen devient une réalité	Investigation	A1. Recherche des informations sur les données budgétaires (comptes extrabudgétaires, exonérations, fraudes fiscales, financement du déficit, endettement public, aide publique au développement...)	25000000
			A2. Investigation et vérification si les décaissements des financements des projets aboutissent à destination	60000000
			A3. Enquêter sur le contenu de certaines rubriques budgétaires	30000000
			A4. Faire des monitorings des marchés publics au niveau central et dans les communes pilotes.	100000000
			A5. Analyse de la performance budgétaire à travers les secteurs porteurs de croissance et de lutte contre la corruption.	100000000
			A6. Analyser et commenter tous les rapports d'exécution budgétaire et les tableaux des opérations financières de l'Etat.	100000000
		Plaidoyer	A1. Plaider pour l'amélioration de la transparence budgétaire et l'implication citoyenne dans le processus budgétaire	60000000
			A2. Plaider pour un système harmonisé de contrôle des finances publiques	30000000
			A3. Plaider pour le transfert des compétences financières du niveau central vers les communes	30000000
			A3. Suivi de la mise en application de la nouvelle stratégie de gestion des finances publiques	25000000
			A4. Plaider pour le renforcement de la justice fiscale	30000000
			A5. Plaider pour l'institutionnalisation de la journée du contribuable	25000000
			A6. Plaider pour l'introduction des pratiques de comptabilité publique IPSAP (International Public Sector of Account Standards) dans la gestion des finances publiques	30000000

		Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation citoyenne sur l'approche « Notre argent, nos droits »	150000000
			A2. Mise en place d'une plate-forme de la société civile sur le processus budgétaire au niveau central et local	150000000
			A3. Mise en place des comités consultatifs citoyens de suivi budgétaire au niveau local	60000000
			Extraire et vulgariser l'information budgétaire aux communautés bénéficiaires.	50000000
			A4. Mener des audits sociaux	60000000
			A5. Organiser des campagnes de revendication citoyenne	60000000
		Renforcement des capacités	A1. Renforcement des capacités des acteurs locaux sur les mécanismes de suivi budgétaire	120000000
			A2. Evaluer et renforcer les capacités de gestion administrative et financière des communes cibles	80000000
			A3. Organiser des rencontres d'échange d'expériences régionales sur les mécanismes de suivi budgétaire (fraude fiscale, budget participatif, ...)	61051000
		Dialogue et partenariats	A1. Mise en place des mécanismes de rapprochement entre acteurs : contribuables, gestionnaires des finances publiques et les percepteurs)	60000000
				1496051000
OS3 : Contribuer à renforcer la culture de leadership au niveau local et central	La culture de leadership est renforcée à tous les niveaux et le pays connaît une émergence de nouveaux leaders responsables dans tous les secteurs	Plaidoyer	A1. Plaider pour les meilleures lois et bonnes pratiques dans la compétition politique qui font émerger de bons leaders	30000000
		Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation citoyenne sur la notion de leadership au niveau central et local	30000000
			A2. Sensibiliser les acteurs politiques à manifester le leadership pendant la campagne électorale	25000000

			A3. Exiger la redevabilité aux leaders politiques en cours de mandat	20000000
			A4. Sensibilisation sur la promotion du leadership féminin au niveau central et local	40000000
		Renforcement des capacités	A1. Renforcer les capacités des leaders politiques dans l'élaboration des programmes et projets de société	30000000
S-Total/OS3				175000000
OS4 : Contribuer à la promotion de l'Etat de droit et des valeurs démocratiques	L'Etat de droit est renforcé à travers le respect effectif des droits de l'homme et libertés publiques, de la séparation des pouvoirs et la réduction des détentions arbitraires et illégales	Investigation	A1. Collecte des données sur les cas de violation des droits humains	60000000
		Plaidoyer	A1. Plaider pour la séparation des pouvoirs	15000000
			A2. Plaider pour la promotion des valeurs démocratiques (séparation effective des pouvoirs, le respect de la loi, la tolérance politique, ...)	15000000
			A3. Plaider pour la mise en place d'une loi sur la protection des défenseurs des droits humains	25000000
			A4. Plaider pour la mise en place d'une loi sur l'accès à l'information publique	25000000
		Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation sur la culture des droits de l'homme et libertés publiques	60000000
			A2. Vulgarisation du nouveau code de procédure pénale	15000000
		Renforcement des capacités	A1. Renforcement des capacités des leaders communautaires et des acteurs politiques en matière des droits économiques	60000000
		Dialogue et partenariats	A1. Organiser des espaces de dialogue entre acteurs politiques et de la société civile	30000000
		S-Total/OS4		
Total				3172301068
Appui institutionnel (40%)				1268920424
TOTAL GENERAL				4441221492

8. Chronogramme de mise en œuvre du Plan stratégique

Objectifs stratégiques	Résultats	Axes	Activités	2014	2015	2016	2017	2018	
OS1 : Contribuer à l'éradication de la corruption et les malversations économiques	R1 : Les cas de corruption et de malversations économiques sont dénoncés et la population participe activement à la dénonciation	Investigation	A1. Mise sur pieds d'un système de collecte recherche d'information	x	x	x	x	X	
			A2. Investigation et enquête professionnelles et publication de rapports	x	x	x	x	x	
			A3. Mener des études et recherche régulières sur le phénomène de corruption au Burundi	x	x	x	x	x	
		R2 : L'impunité des actes de corruption et infractions connexes diminuent sensiblement	Plaidoyer	A4. Produire un bimestriel portant sur les actes de corruption et de malversations économiques et animer un site web					
				A1. Plaidoyer pour la révision du cadre légale pour la répression des actes de corruption et de malversations économiques	x	x	x	x	x
				A2. Evaluer régulièrement le rendement des institutions de lutte contre la corruption et les malversations économiques	x	x	x	x	x
	A3. Plaider pour la mise en place d'un fichier informatique sur les antécédents judiciaires en matière de corruption et d'infractions connexes			x					
	A4. Plaider pour rendre opérationnelle la cellule nationale de renseignement financier			x					
	A5 ; Suivi régulier des dossiers de corruption se trouvant à la justice			x	x	x	x	x	
	A6 : Plaider pour légiférer sur la saisie conservatoire en matière pénale			x					
	A7. Suivi de la mise en application de la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption			x	x	x	x	x	
	A8. Plaider pour l'amélioration de l'environnement des affaires, la promotion du secteur privé et une intégration régionale profitable.	x	x	x	x	x			

		Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation de la population sur les causes et les effets néfastes de la corruption et les infractions connexes							
			A2. Mise en place des mécanismes de facilitation de dénonciation citoyenne	x	x	x	x	x		
		Renforcement des capacités	A1. Formation des acteurs dans la lutte contre la corruption et les malversations économiques	x	x	x	x	x		
			Dialogue et partenariats	A2. Organiser des rencontres d'échange d'expériences régionales sur les mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations économiques	x	x	x	x	x	
		OS2. Contribuer à la promotion de la citoyenneté active et responsable en matière de suivi budgétaire	La transparence et la redevabilité dans le processus budgétaire est renforcée au niveau central et local, l'implication et le contrôle citoyen devient une réalité	Investigation	A1. Recherche des informations sur les données budgétaires (comptes extrabudgétaires, exonérations, fraudes fiscales, financement du déficit, endettement public, aide publique au développement...)	x	x	x	x	x
					A2. Investigation et vérification si les décaissements des financements des projets aboutissent à destination	x	x	x	x	x
A3. Enquêter sur le contenu de certaines rubriques budgétaires	x				x	x	x	x		
A4. Faire des monitorings des marchés publics au niveau central et dans les communes pilotes.	x				x	x	x	x		
A5. Analyse de la performance budgétaire à travers les secteurs porteurs de croissance et de lutte contre la corruption.	x				x	x	x	x		
A6. Analyser et commenter tous les rapports d'exécution budgétaire et les tableaux des opérations financières de l'Etat.	x				x	x	x	x		
		Plaidoyer	A1. Plaider pour l'amélioration de la transparence budgétaire et l'implication citoyenne dans le processus budgétaire	x	x	x	x	x		

			A2. Plaider pour un système harmonisé de contrôle des finances publiques	x	x	x	x	x
			A3. Plaider pour le transfert des compétences financières du niveau central vers les communes	x	x	x	x	x
			A3. Suivi de la mise en application de la nouvelle stratégie de gestion des finances publiques	x	x	x	x	x
			A4. Plaider pour le renforcement de la justice fiscale	x	x	x	x	x
			A5. Plaider pour l'institutionnalisation de la journée du contribuable	x	x	x	x	x
			A6. Plaidoyer pour l'introduction des pratiques de comptabilité publique IPSAP (International Public Sector of Account Standards) dans la gestion des finances publiques	x	x			
		Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation citoyenne sur l'approche « Notre argent, nos droits »	x	x	x	x	x
			A2. Mise en place d'une plate-forme de la société civile sur le processus budgétaire au niveau central et local	x	x	x	x	x
			A3. Mise en place des comités consultatifs citoyens de suivi budgétaire au niveau local	x	x	x	x	x
			Extraire et vulgariser l'information budgétaire aux communautés bénéficiaires.	x	x	x	x	x
			A4. Mener des audits sociaux	x	x	x	x	x
			A5. Organiser des campagnes de revendication citoyenne	x	x	x	x	x
		Renforcement des capacités	A1. Renforcement des capacités des acteurs locaux sur les mécanismes de suivi budgétaire	x	x	x	x	x
			A2. Evaluer et renforcer les capacités de gestion administrative et financière des communes cibles	x	x	x	x	x
			A3. Organiser des rencontres d'échange d'expériences régionales sur les mécanismes de suivi budgétaire (fraude fiscale, budget participatif, ...)	x	x	x	x	x
		Dialogue et	A1. Mise en place des mécanismes de	x	x	x	x	x

		partenariats	rapprochement entre acteurs : contribuables, gestionnaires des finances publiques et les percepteurs)						
OS3 : Contribuer à renforcer la culture de leadership au niveau local et central	La culture de leadership est renforcée à tous les niveaux et le pays connaît une émergence de nouveaux leaders responsables dans tous les secteurs	Plaidoyer	A1. Plaider pour les meilleures lois et bonnes pratiques dans la compétition politique qui font émerger de bons leaders	x	x	x	x	x	
		Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation citoyenne sur la notion de leadership au niveau central et local	x	x	x	x	x	
			A2. Sensibiliser les acteurs politiques à manifester le leadership pendant la campagne électorale	x	x	x	x	x	
			A3. Exiger la redevabilité aux leaders politiques en cours de mandat	x	x	x	x	x	
			A4. Sensibilisation sur la promotion du leadership féminin au niveau central et local	x	x	x	x	x	
Renforcement des capacités	A1. Renforcer les capacités des leaders politiques dans l'élaboration des programmes et projets de société	x	x	x	x	x			
OS4 : Contribuer à la promotion de l'Etat de droit et des valeurs démocratiques	L'Etat de droit est renforcé à travers le respect effectif des droits de l'homme et libertés publiques, de la séparation des pouvoirs et la réduction des détentions arbitraires et illégales	Investigation	A1. Collecte des données sur les cas de violation des droits humains	x	x	x	x	x	
		Plaidoyer	A1. Plaider pour la séparation des pouvoirs	x	x	x	x	x	
			A2. Plaider pour la promotion des valeurs démocratiques (séparation effective des pouvoirs, le respect de la loi, la tolérance politique, ...)	x	x	x	x	x	
			A3. Plaider pour la mise en place d'une loi sur la protection des défenseurs des droits humains	x	x	x	x	x	
			A4. Plaider pour la mise en place d'une loi sur l'accès à l'information publique	x	x	x	x	x	
		Mobilisation citoyenne	A1. Sensibilisation sur la culture des droits de l'homme et libertés publiques	x	x	x	x	x	
			A2. Vulgarisation du nouveau code de procédure pénale	x		x	x	x	
		Renforcement des capacités	A1. Renforcement des capacités des leaders communautaires et des acteurs politiques en matière des droits économiques	x	x	x	x	x	
Dialogue et partenariats		x	x	x	x	x			

9. Plan de mitigation des faiblesses et menaces de PARCEM par rapport au Plan Stratégique

Le présent Plan Stratégique ne pourrait être mis en œuvre si on ne planifie pas une stratégie de faire face aux faiblesses de l'organisation ainsi que les menaces qui pèsent sur elle. PARCEM se propose la stratégie, plan de mitigation des faiblesses et des menaces, suivante.

Faiblesses	Menaces	Actions de mitigation
<ul style="list-style-type: none"> ● PARCEM obligée d'intervenir en tout ; ● Insuffisance des ressources humaines ; ● Insuffisance de ressources financières ; ● Couverture géographique du pays encore faible ; ● Les projets alignés sur les priorités des bailleurs ; ● La dépendance de PARCEM vis-à-vis des bailleurs de fonds ; ● Non sécurisation des bureaux et des données de l'organisation ; ● Les moyens matériels qui ne sont pas à la hauteur du volume de plus en plus croissant de l'organisation ; etc. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Volonté de faire taire la société civile ; ● Tendance à considérer la société civile dont PARCEM comme opposant du pouvoir en place ; ● Réticence de certaines autorités par rapport aux actions de PARCEM ; ● Environnement politique tendu ; ● Crise financière ; ● Récupération politique ; ● Les élections de 2015 risquent de détourner l'attention de PARCEM ; ● Risque de manque de collaboration avec le pouvoir public ; etc. ● Insuffisance du matériel technique par rapport au volume du travail 	<ul style="list-style-type: none"> ● Mise en place d'une politique salariale qui tient compte des réalités du moment ; ● Renforcement des capacités spécifiques à travers un plan de formation pour les membres du personnel en vue d'exécuter le Plan Stratégique ; ● Se doter des moyens matériels (informatique, matériel roulant, matériel d'investigation adapté, matériel de communication, ...etc) ; ● Assurer la sécurité sociale, y compris les soins de santé aux membres du personnel de l'organisation ● Installer un système de sécurité des bureaux de PARCEM ; ● Sécurisation des données informatiques et autres ● Adaptation des outils de gestion interne à la croissance de l'organisation dans le souci d'amélioration constamment la gouvernance interne ● Renforcement de leadership et de cohésion interne au sein de PARCEM ● Lois restreignant les libertés des organisations de la société civile ● Tentative de destabiliser les organisations de la société civile au niveau interne